L'interculturalité dans les formations de l'action sociale

Entretien avec Marcel Jaeger, titulaire de la chaire de travail social et d'intervention sociale du Cnam, et Mohamed Madoui, professeur de sociologie au Cnam

Marie Poinot

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/hommesmigrations/3733>

DOI : 10.4000/hommesmigrations.3733

ISSN : 2262-3353

Éditeur

Musée national de l'histoire de l'immigration

Édition imprimée

Date de publication : 1 juillet 2016

Pagination : 113-116

ISBN : 978-2-919040-36-0

ISSN : 1142-852X

Référence électronique

Marie Poinot, « L'interculturalité dans les formations de l'action sociale », *Hommes & migrations* [En ligne], 1315 | 2016, mis en ligne le 02 janvier 2017, consulté le 14 septembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/hommesmigrations/3733>

L'INTERCULTURALITÉ DANS LES FORMATIONS DE L'ACTION SOCIALE

*Entretien avec **MARCEL JAEGER**, titulaire de la chaire de travail social et d'intervention sociale du Cnam, et **MOHAMED MADOU**, professeur de sociologie au Cnam, réalisé par **MARIE POINSOT**, responsable du département des éditions du Musée national de l'histoire de l'immigration et rédactrice en chef de la revue Hommes & Migrations.*

Hommes & Migrations : Comment les formations du Cnam dans le domaine de l'action sociale prennent-elles en compte les phénomènes des migrations ? Les migrants réfugiés sont-ils un public de votre établissement ? Quelles sont leurs attentes vis-à-vis du Cnam et sont-elles particulières par rapport à celle de l'ensemble des étudiants ?

Mohamed Madoui : Le public du Cnam arrive avec des compétences que l'établissement évalue en s'appuyant sur les dispositifs de validation des acquis. La validation de l'enseignement supérieur prend en compte les études que l'étudiant a faites précédemment. La principale spécificité des réfugiés, au-delà de leurs situations personnelles, c'est leur langue. Nous avons déjà reçu des réfugiés francophones, dont les problématiques personnelles étaient différentes de celles des réfugiés du Moyen-Orient, de cultures anglophones. Il existe au Cnam des tests d'anglais, mais pour suivre les cours, il leur faut aussi une remise de niveau en français, en relation avec leur corpus d'études, que ce soit en sciences humaines ou en sciences dures.

Marcel Jaeger : Le Cnam accueille un certain nombre d'étudiants «atypiques»: la formation est perçue comme un vecteur d'insertion sociale et professionnelle. Le Cnam les attire parce qu'il propose des formes d'accompagnement, des offres de formation et des réponses plus ajustées que les établissements universitaires classiques. Les réfugiés sont particulièrement intéressés par l'action sociale. Le fait d'avoir vécu des événements traumatisants, des situations difficiles, Cnam, la présence de ces réfugiés est un apport considérable. La langue arabe a été intégrée parmi les enseignements en licence et master, au même titre que l'anglais, montrant un changement radical dans la politique de cet établissement.

H&M : Les professionnels de l'action sociale font l'interface entre les publics d'origine étrangère et la société française. Sont-ils préparés à prendre en charge ces missions ?

M. J. : Pour des raisons historiques, l'accompagnement des personnes en situation extrême ou en grande souffrance fait partie du fondement

INITIATIVES

du travail social. Cependant, ce métier s'est progressivement professionnalisé, technicisé et s'est recentré sur des logiques d'établissement, dans le cadre d'une action plus sécurisée.

Si l'on prend en compte, comme le fait la Direction de la recherche, des études, de l'DREES), tous les métiers de l'action sociale, au-delà des professions inscrites dans le Code de l'action sociale et des familles, il y a 1000 travailleurs sociaux en France, avec 70000 éducateurs spécialisés et 40000 assistants de service social pour 38000 établissements et services. Avec des flux migratoires nécessitant des mobilisations conséquentes, les modes d'intervention sociale diffèrent du travail social classique. Ce sont des interventions jugées à tort périphériques qui mobilisent d'autres compétences. Les travailleurs sociaux interviennent dans un champ qui relève habituellement des associations comme France terre d'asile, Forum réfugiés ou des collectivités territoriales dont le travail social n'est pas toujours l'axe central. Ils doivent se débrouiller ou travailler avec d'autres intervenants issus des métiers de la santé, de la police, des militants, des bénévoles... Il s'agit de croiser des interventions professionnelles et des implications liées à des convictions personnelles. Les centres de formation ne les y préparent pas tout à fait.

H&M : Pourtant depuis vingt ans se développe la formation à l'interculturalité, à la prise en compte des migrations dans le travail social et d'autres thématiques. Pourquoi ces formations n'apparaissent-elles pas sur les brochures d'enseignement ? Beaucoup de travailleurs sociaux sont eux-mêmes originaires de l'étranger. Comment introduire la question du bilinguisme dans l'espace professionnel pour préparer une meilleure approche culturelle des autres ? Le bilinguisme est-il un atout pour les travailleurs sociaux en contact avec des populations qui parlent d'autres langues que le français ?

M. J. : Les formations dans le domaine de l'action sociale sont généralistes et reposent sur un socle de compétences transversales appuyées sur les sciences humaines et sociales. La question des migrations n'est pas plus traitée que d'autres thématiques spécifiques, comme le handicap ou la vieillesse. L'idée est vraiment de fournir une formation générale pouvant Il est vrai que beaucoup de travailleurs sociaux de niveau 5 sont issus des migrations. Tout dépend de l'inscription géographique du centre de formation: à Aubervilliers, les étudiants sont différents de ceux de la région Centre, par exemple. L'enseignement supérieur aborde le bilinguisme de manière contraignante: les cursus nécessitent des tests d'anglais. Maintenant, l'arabe est devenu optionnel dans la formation au Cnam. Le seul moment où l'on parle de bilinguisme dans la législation sociale, c'est à propos de la surdit et du langage des signes qui est véritablement une langue internationale.

M. M. : Les travailleurs sociaux pourraient avoir des connaissances sur les langues de leurs publics, mme s'il est difficile de mettre en place les formations. Certains tudiants devenus travailleurs sociaux sont la recherche d'une meilleure connaissance culturelle et historique de leurs publics. Dans leurs pratiques professionnelles, ils sont confronts un afflux de migrants d'origines diverses et htrognes. Ils sont insuffisamment arms en outils culturels avec leurs formations gnralistes. Le cas du handicap, par exemple, permet d'aborder le rle des reprsentations sociales des publics. En Afrique, le handicap est considr comme une maldiction. Si les travailleurs sociaux doivent se distancier des cultures particulires, ils doivent aussi comprendre et dcoder les relations que les parents africains ont avec des enfants autistes, par exemple. Dans ce genre d'interaction, ils reconnaissent ne pas tre suffisamment outills. Le Cnam doit donc traiter ces questions d'un point de vue large: les politiques migratoires, la socio-

logie des migrants, les nouvelles figures de l'immigration, etc.

H&M : Le Cnam peut-il envoyer ses étudiants dans les universités dotées de laboratoires de recherches sur les migrations internationales ?

M. J. : Le Cnam a intégré, dans le master de travail social, un socle d'enseignements consacré à la connaissance des publics, avec l'idée de pousser les étudiants à construire leurs projets de formation sur mesure. Ce socle comporte deux approches complémentaires. Tout d'abord, la compréhension des publics favorise une approche pluridisciplinaire associant des aspects sociologiques, anthropologiques, y compris la connaissance des religions. La deuxième approche privilégie les représentations sociales. Les travailleurs sociaux n'ont pas forcément une fibre compassionnelle. Ils ont peur de se retrouver face à des publics âgés ou des publics démunis dans les quartiers.

H&M : La France semble en retard sur la prise en compte de l'interculturalité dans l'action sociale. Certains pays sont-ils plus avancés sur la question ?

M. J. : En effet, les centres de formation n'abordent pas vraiment cette question de l'interculturalité en France. Le terme insinue qu'il pourrait y avoir plusieurs compréhensions de la diversité. Il y a pourtant des enseignants convaincus de l'importance de l'interculturalité dans le secteur de la formation. Le risque est d'avoir une approche trop catégorielle. Parmi les problèmes auxquels la société française est confrontée, il y a la diversité des cultures, la question du handicap, etc. Les centres de formation en travail social ont été construits sur le socle de l'enfance inadaptée (protection de l'enfance en danger et de l'enfance handicapée) par la convention collective du 15 mars 1966. La notion d'exclusion sociale date du rapport Wresinski, le fondateur d'ATD Quart

Monde et de la loi de lutte contre les exclusions de 1998. L'action sociale s'est d'abord intéressée à l'enfance puis plus tardivement au monde des adultes. Et il existe un ensemble de questions non traitées dans les formations des travailleurs sociaux. Par exemple, les troubles psychopathologiques ou les troubles de santé mentale sont peu abordés. Ni les adultes sous l'emprise d'addictions ou les personnes âgées qui relèvent des structures de soins.

H&M : Le Cnam peut-il envisager des nouvelles formes d'intervention sociale adaptées aux migrants ? Parce qu'on ne peut pas évacuer la relation avec le pays d'origine...

M. J. : Le Cnam se préoccupe aussi de la situation des mineurs isolés avec InfoMie (centre de ressources pour les mineurs isolés étrangers). InfoMie facilite aussi les relations avec d'autres administrations pour établir des liens et ainsi aider les personnes Affaires sociales. Mais les problèmes éthiques sur la confidentialité des données personnelles demeurent.

H&M : Les plateformes d'accueil et d'intégration, à l'échelle des départements, essaient de créer des partenariats pour prendre en compte toutes les dimensions de l'arrivée des nouveaux arrivants. Sont-ils valorisés suffisamment ?

M. J. : Ce type de dispositif donne l'impression que l'état agit seul alors que les travailleurs sociaux, peu valorisés, sont à la manœuvre. On est sur un système de double compétence puisque l'état définit un cadre général et les travailleurs sociaux interviennent sur le terrain dans le cadre d'associations ou de conseils départementaux. Cela met aussi en jeu les conseils régionaux, qui sont en charge de la formation des travailleurs sociaux.

H&M : Le Musée national de l'histoire de l'immigration a-t-il un rôle à jouer ? La culture, au sens de patrimoine culturel, peut-elle interve-

INITIATIVES

nir d’une manière ou d’une autre dans la formation des travailleurs sociaux confrontés aux questions migratoires ?

M. M. : Les étudiants du Cnam ne doivent pas se satisfaire d’une simple visite du Musée. Ils attendent d’être outillés sur le plan historique, culturel et politique. Ils sont en attente de documentation, d’information et de compréhension. On pourrait aussi articuler les activités de recherche avec des visites, des débats sur des thématiques liées aux nouvelles figures de l’immigration, aux personnes âgées, au rôle de la culture ou de la religion dans la compréhension des publics migrants. Les travailleurs sociaux font face aux migrants qualifiés, un public nouveau et exigeant, qui leur demandent un accompagnement différent. Dans les filières informatiques par exemple, beaucoup d’étrangers ont déjà un diplôme d’ingénieur et s’intéressent à un complément de forma-

tion. Le Musée peut les aider à déconstruire leurs représentations et à être présents à la fois sur le terrain de la connaissance et des pratiques.

M. J. : Le rapport à l’histoire est essentiel. Le Cnam était aussi dès son origine un musée. Le Musée national de l’histoire de l’immigration est un lieu de ressources. Les deux doivent pouvoir développer des partenariats. L’intérêt n’est pas seulement d’y trouver des sources et des ressources mais aussi de resserrer les liens avec les historiens. Il faut inscrire les migrations dans l’analyse des parcours individuels pour éviter une approche segmentée du travail social. Il faut laisser aux travailleurs sociaux la possibilité d’être polyvalents, car les formations généralistes favorisent les mobilités professionnelles. Sur les thématiques migratoires, les échanges leur permettent de s’auto-réguler en fonction des contextes du terrain sur lequel ils interviennent. ■